

AFPS44 Pôle associatif Désiré Colombe
8 rue A. Leloup
44100 NANTES

afpsnantes@wanadoo.fr

le 10 mai 2021

Jérusalem-Est est en danger

Nuits noires au cœur de la Vieille Ville

Depuis le début du mois d'avril, les Palestiniens de Jérusalem font face à une extrême violence de la part des colons israéliens le plus souvent armés et des forces d'occupation israéliennes.

Des dizaines de Palestiniens manifestent pacifiquement chaque soir pour soutenir quatre familles du quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem-Est. Elles sont menacées d'expropriation peut-être dès ce lundi au profit de colons israéliens. Ces familles sont des réfugiés de 1948. Ces derniers jours, l'armée et la police israéliennes provoquent, mènent des opérations violentes et procèdent à des arrestations de jeunes.

Par ailleurs, des heurts ont eu lieu en fin de semaine dans la Vieille Ville et à la Porte de Damas déjà terrain de confrontation depuis le début du Ramadan. C'est la présence des Palestiniens de Jérusalem-Est qui est contestée par les autorités israéliennes. Cette confrontation est exacerbée par les militants juifs d'extrême-droite.

Dans la soirée de vendredi, l'armée israélienne a violemment attaqué les fidèles réunis sur l'esplanade des Mosquées en pleine prière. Au total, ces attaques ont blessé plus de 175 Palestiniens dont 80 sont actuellement hospitalisés. Ajoutons même une incursion violente de l'armée dans une clinique du Croissant rouge. Hier samedi ce sont à nouveau 80 personnes qui ont été blessées.

La menace d'expulsion des Palestiniens de Jérusalem-Est devient de plus en plus pressante..

Aujourd'hui, il y a urgence à ce que la France et l'Europe mènent une action diplomatique d'envergure pour imposer aux autorités d'occupation israéliennes le droit aux Palestiniens de vivre à Jérusalem-Est, dans le respect des conventions internationales et de stopper la judaïsation de ce territoire palestinien.

Nous vous sollicitons pour intervenir d'urgence en ce sens auprès de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et auprès de Monsieur le Président de la République.